

## Le livre blanc sur la culture

François Ricard

Volume 20, numéro 4-5 (118-119), juillet–octobre 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60082ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Ricard, F. (1978). Le livre blanc sur la culture. *Liberté*, 20(4-5), 3–12.

# Tribune

---

## *Le livre blanc sur la culture*

Avant toute considération concernant le contenu du livre blanc sur *La politique québécoise du développement culturel*, il faut relever dans le fait même de cette publication quelques traits d'ensemble assez significatifs.

Tout d'abord, la correspondance très étroite entre la vision du Québec qu'exprime ce livre blanc et toutes les idées élaborées par les écrivains, sociologues, historiens et intellectuels nationalistes des années soixante et soixante-dix, si bien que ces quelques cinq cents pages constituent une sorte de résumé assez parfait de cette pensée. Une grande différence apparaît toutefois : dans le mode d'énonciation qui, de personnel qu'il était, se fait ici officiel, péremptoire. Ce n'est plus un homme — voire un scientifique — qui parle. C'est l'« Etat », le « gouvernement », le « pouvoir ». Ce phénomène a quelque chose de saisissant : une pensée jusqu'ici *signée*, assumée par des individus qui y associaient étroitement leur nom et leur conscience, une pensée *critique*, devient la pensée de l'Etat, une pensée dépersonnalisée, une pensée de pouvoir, bref, une idéologie. Les paroles se transforment en Parole, transformation qui dit assez l'ampleur du changement survenu le 15 novembre 1976. Une telle transformation n'a rien en soi

d'unique. On l'a observée déjà en 1960. Mais elle n'en reste pas moins frappante. Que ce qui jusqu'à un certain moment appartenait à la pensée individuelle, c'est-à-dire sauvage, interdite, négative, à partir de ce moment tourne au positif et revête les attributs du pouvoir, a de quoi nous faire réfléchir sur la liberté de toute pensée. Mais surtout, cette fixation de pensées personnelles, critiques, donc libres, en idéologie officielle, donc virtuellement dominante, nous pose un dilemme : celui de notre propre rapport à cette idéologie, encore trop marquée par ses origines contestataires pour que nous la récusions purement et simplement, puisqu'elle exprime notre propre désir de changement, et cependant déjà trop engagée dans le pouvoir pour que nous n'éprouvions pas à son égard une méfiance instinctive. Autrement dit, et cette question nous concerne tous, y compris ceux qui ont contribué à cette prise de pouvoir : d'où puis-je me placer pour critiquer un pouvoir que j'ai appelé mais dont déjà je me sépare ?

Autre trait significatif du livre blanc : sa visée globalisante. On y trouve, en effet, beaucoup plus qu'un simple énoncé des intentions gouvernementales en matière de culture : c'est tout un projet de société, comme on dit, une vision complète et cohérente du Québec qui s'y trouve élaborée, on dirait presque : une utopie, au sens le plus fort du terme. Sans nul doute, ce livre blanc constitue la production majeure de l'idéologie péquiste, son manifeste, l'expression la plus parfaite de la manière dont elle conçoit le Québec passé, présent et à venir. Une sorte de somme, beaucoup plus vaste que la Charte de la langue française ou que les diverses versions du programme du parti. A ce titre, le livre blanc est un document d'une importance cruciale, qui frappe par deux aspects. D'abord, par le fait que — contrairement à ce qui s'est toujours passé dans notre ennuyeuse histoire politique — un gouvernement, pour la première fois, *parle*. Le pouvoir politique, au Canada et au Québec, a toujours été muet, et c'est peut-être d'ailleurs la raison de sa stabilité et de sa force : se taire, agir dans le silence, ignorer la parole. Plus un pouvoir est fort, moins il parle. Dès qu'il faiblit, il se met à balbutier (on le voit par le comportement actuel, par les bégaiements des fédéraux). Pour la première fois — mais c'est peut-

être aussi un signe de sa précarité —, le pouvoir, au Québec, ne redoute pas la parole, il s'exerce même — dans une certaine mesure — par et dans la parole avant tout. De cela, il importe de prendre acte. L'autre aspect frappant, c'est que sa définition globale de la société québécoise et de son développement, le P.Q. choisisse de la donner, non par le biais de l'économie, mais par celui de la culture, justifiant par là ce qui fait sa principale — et peut-être unique — raison d'être : la conscience et l'insécurité culturelle des Québécois. Ce pari est à la fois périlleux et admirable.

Mais c'est aussi une manoeuvre habile. Privilégiant la dimension culturelle, parce qu'en effet c'est elle qui le soutient le plus sûrement, le P.Q. donne à la notion de culture une extension absolue. Qui ne conviendra qu'il faille sauver la culture du Québec ? Or la culture du Québec, dit le livre blanc, est globale. Elle comprend tout : non seulement la langue et les arts, mais aussi l'économie, l'aménagement du territoire, le loisir, la santé, le travail, les relations internationales, etc. Donc, on ne peut gérer la culture qu'en gouvernant aussi tout le reste. Cette affirmation est ce qui distingue le mieux la pensée du livre blanc de l'idéologie des libéraux fédéraux et provinciaux, pour qui culture et économie, par exemple, peuvent et doivent être séparés, comme en font foi tous les slogans aberrants qu'ils ont produits (« souveraineté culturelle » à la Bourassa, « multiculturalisme » à la Trudeau, etc.). Au contraire, le P.Q. politise d'emblée la culture, ou « culturalise » la politique, ce qui revient au même et fait de ce livre blanc une arme politique (référendaire) incomparable.

\* \* \*

Mais si cette affirmation du caractère englobant de la culture ne fait guère problème au plan théorique (puisqu'elle rejoint les conceptions anthropologiques contemporaines), elle risque, en revanche, de gêner quelque peu la pratique. Si, en effet, on considère le livre blanc, non plus comme un manifeste idéologique, mais comme un énoncé de politiques relativement précises à l'égard de ce qu'il est convenu d'appe-

ler les « affaires culturelles » (que les auteurs ont d'ailleurs plutôt tendance à mépriser), on se rend vite compte que la globalisation présente de sérieux inconvénients. Certes, le gouvernement a beaucoup à gagner à dire que tout est culture, puisque il pourra toujours répliquer à ceux qui critiqueront son inertie dans le champ des arts et des lettres que telle intervention dans tel ou tel autre champ (enseignement, travail, loisir, santé) est en fait une intervention d'ordre culturel. Ainsi, d'après les auteurs du livre blanc, empêcher les gens de fumer, d'engraisser, de consommer des pilules ou de regarder la télévision, favoriser le sport ou l'intégration des vieux, ou subventionner les patronages de province, c'est accomplir d'importantes actions culturelles. On veut bien, on veut bien. Mais à ce compte, inutile de changer quoi que ce soit, sinon les mots et le sens de ce qui existe depuis toujours (ce qui est probablement, en dernier ressort, le principal apport du livre blanc). C'est peut-être ce qui explique à la fois la multiplicité, sinon la pléthore des mesures de toutes sortes proposées dans le livre blanc, et leur relative imprécision. La culture est tout. Donc il faut tout faire. Donc tout ce que nous faisons contribue à l'amélioration de la culture. (Donc, continuons à faire ce que nous faisons, se diront les sous-fifres.)

Là n'est cependant pas le principal malaise qu'on éprouve à la lecture de ce livre blanc — que de toute façon les technocrates compléteront et traduiront par des livres verts et des programmes bien huilés. Le vrai malaise est plus profond : c'est que l'Etat s'érige en définisseur de la culture. Non contents, en effet, de dire que tout est culture, ce qui fournit un cadre, les auteurs entendent remplir ce cadre en précisant — non seulement dans le premier volume mais un peu partout — ce qu'est la culture québécoise. Certes, ils prennent souvent la précaution d'affirmer que la culture se constitue d'elle-même, que l'Etat ne saurait l'imposer ni la créer de toutes pièces, qu'il doit tout au plus favoriser son sain développement. Ces précautions ne sont pas purement oratoires. Mais elles n'empêchent quand même pas que transparaisse, tout au long du livre, une conception bien particulière de la cul-

ture, et de la culture québécoise en particulier, avec laquelle on ne saurait être entièrement d'accord.

Une expression revient constamment sous la plume des auteurs : celle de « démocratie culturelle », qui est bien belle et qui impose pratiquement le silence à cause de sa charge hautement mythique. Qui, en effet, oserait se prononcer contre la démocratie, fût-elle culturelle ? Pourtant, tout en respectant l'idée et l'inspiration générales, tout en admettant également — puisque cela va de soi — que tous les citoyens doivent avoir accès à la culture, on peut s'interroger sérieusement sur une autre interprétation que le livre blanc donne de la dite démocratie, soit celle qui regarde la création culturelle, dont une conception assez spéciale est ici proposée.

Cette conception, un mot suffit à la qualifier : le romantisme. Quoi de plus romantique, en effet, que l'affirmation suivante qu'on trouve, en matière de postulat, au tout début du livre : « La culture doit être une création commune ». De deux choses l'une : ou bien cette affirmation est une pure tautologie, si le mot culture est pris dans son sens anthropologique (et on se demande alors ce que le verbe « doit » vient faire ici) : ou bien elle vise la culture entendue au sens restreint, soit la production d'oeuvres et de biens dits culturels, et devient alors terriblement idéologique, véhiculant une notion de la création pour le moins discutable. Cette ambiguïté, au long du livre blanc, est constante. On passe sans cesse du postulat exprimant le caractère collectif, démocratique, de la culture, à des déductions proposant une sorte de collectivisation, sous prétexte de démocratie, de la création artistique.

A ces déductions, on arrive aussi par un autre détour, également assez pernicieux, qui consiste à opposer (prétendument pour dépasser l'opposition, comme toujours) la culture savante (nommée « aristocratique », comme si le Québec avait même l'ombre d'une aristocratie, lui qui n'a pas même de véritable bourgeoisie) et la culture dite populaire. Évidemment, là encore, une telle dichotomie est fondée anthropologiquement. Mais vaut-elle vraiment pour l'analyse de la situation québécoise, rien n'est moins sûr. J'y reviendrai.

Pour l'instant, notons seulement l'habileté du procédé : opposer les savants (artistes, intellectuels, écrivains, chercheurs) et le peuple, pour souhaiter — cela va de soi — leur rapprochement, c'est-à-dire, d'une part, l'accès pour le peuple au monde des savants, mais surtout, d'autre part, le retour au peuple des artistes et intellectuels invités à ne plus se complaire dans la « solitude stérile ».

Car tel est, en ce qui touche les artistes, le grand message du livre blanc : revenir au peuple, replonger dans la foule, rencontrer le monde ordinaire, apprendre à connaître les provinciaux. Voici, par exemple, ce qu'on propose au créateur : « L'Etat l'inviterait à séjourner dans la localité ou le quartier dont il est issu et à y produire pendant une certaine période. En plus d'aider l'écrivain ou l'artiste en lui versant en quelque sorte un traitement, pareil programme, par l'exemplarité qu'il suppose, aurait valeur d'incitation à la créativité pour les populations concernées. » Beaux déplacements en perspective : Ethier-Blais à Sudbury, Bessette à Sabrevois, Godin à Trois-Rivières, Archambault à Côte-Saint-Paul, Marcotte à Sherbrooke, Paul-Marie Lapointe à Saint-Félicien, Yvon Rivard à Sainte-Thècle, Folch-Ribas à Barcelone, Straram et Basile *back to Paris!*

Cette intention se double d'une autre, très proche de la première : intégrer les artistes, les insérer confortablement dans le réseau socio-économique, les aider à sortir « de l'isolement social où l'Etat lui-même a trop souvent contribué à (les) ancrer en (les) traitant comme (des) citoyens non productifs ». « Une société, ajoute le livre blanc, a besoin d'écrivains professionnels autant que (...) de comptables professionnels ». Les artistes, eux aussi, sont des « ouvriers » (du secteur tertiaire vraisemblablement), à qui l'Etat doit confier « des tâches qu'ils peuvent remplir avec une efficacité réelle et dans la mesure où ces tâches constituent vraiment des services utiles à l'ensemble de la population ». Finie la marginalité, finie la solitude de l'artiste : il faut faire de lui un citoyen « productif », lui donner le sens de « sa haute responsabilité dans la vie collective » et un sentiment de son utilité égal à celui des comptables et des ouvriers spécialisés.

Ce maoïsme de pacotille a de quoi inquiéter. Mais surtout, il repose sur des présupposés extrêmement fragiles et contestables. Le premier, c'est que la création doit être collective, alors que le collectivisme, particulièrement au Québec ces dernières années, est peut-être au contraire l'obstacle majeur à toute création artistique d'envergure, le prétexte à toutes les démissions, la justification de toutes les facilités. Notre problème, justement, c'est que la conscience individuelle, parmi nous, émerge avec la plus grande peine, que le moindre effort créateur, chez l'individu, est aussitôt happé, récupéré ou occulté par l'omniprésente conscience nationale (le fameux « mur des lamentations » et le « texte national » de Godbout), que la moindre pensée, aussitôt née, se fond, se noie dans le Grand Tout du discours collectif. Nous n'arrivons pas à sortir des limbes de l'indistinction, et voilà que ce livre blanc prétend nous y replonger entièrement. Nous n'arrivons pas à rompre avec nos familles sans culpabilité, et voilà qu'on nous renforce la tête dans le ventre de nos mères. Nous n'arrivons pas à articuler le premier mot de la première phrase d'un énoncé neuf, à proférer la première syllabe du mot liberté, et voilà qu'on nous remet dans la gorge l'os du devoir national, en échange d'un statut de comptable dont nous n'avons que faire. Tout cela est d'une grande tristesse, car nous croyions morts tous les Mgr Paquet et les Adjudor Rivard de notre non-littérature, de notre silence séculaire, et les voilà peut-être au pouvoir.

Mais il est une autre justification au collectivisme du livre blanc, que les auteurs présentent comme une évidence et qui n'est probablement qu'une vaste mystification : l'idée de culture populaire. On dit : il existe une culture populaire ; or toute culture populaire est bonne en soi ; donc il faut « ennoblir la culture populaire », il faut lui accorder la « priorité » (notamment en axant sur elle la prétendue « culture savante »). Mais on peut — sans outrecuidance, je crois — poser la question : la culture populaire existe-t-elle vraiment ? Je veux dire : autrement que comme notion anthropologique, ailleurs que dans les sociétés restées traditionnelles, plus que comme trace ou survivance, en un mot, dans



le Québec réel d'aujourd'hui ? Bien sûr, le peuple (le peuple ?) a une culture, même il *est* une culture. Mais peut-on vraiment parler à ce propos de « culture populaire », au sens strict ? Certes, il y a au Québec de vieilles maisons, de vieux meubles, quelques vieux moulins, ici un meunier qui moud pour la galerie, là un violoneux de village, ailleurs peut-être une tisserande qui ne tisse pas seulement pour les touristes. Certes, notre culture traditionnelle était belle et bonne, pleinement humaine, pétrie de solidarité, de conscience collective et d'« authenticité ». Tout cela est admirable, personne ne songe à le nier. Mais peut-on vraiment, en toute rigueur, en toute lucidité, définir par là le Québec actuel ? Ne doit-on pas plutôt songer aux bungalows de style espagnol, aux meubles chromés, aux shopping centres, aux piscines hors terre, aux curb services, à l'image archétypique du Flamant Rose ? Et est-ce là ce qu'on entend par culture populaire ? Est-ce dans tout cela que les artistes iront se resourcer ?

En fait, le livre blanc exprime une vision idéalisée, foncièrement romantique, du Québec d'aujourd'hui, de la Culture Québécoise d'aujourd'hui. Et ce, doublement. Premièrement, en prenant pour acquis que l'« élite » culturelle québécoise est vraiment constituée, et coupée du peuple, donc qu'il faut l'y replonger, alors qu'en fait elle existe à peine et que ce dont elle a le plus besoin, ce n'est pas tant de revenir à ses origines (jamais quittées) que de s'en dégager, de naître et de s'assumer. Deuxièmement, en reprenant à son compte le vieux mythe terroiriste de notre grandeur et de notre vitalité culturelle. A lire surtout le premier volume, qui décrit la situation passée et présente de la culture au Québec, on se croirait dans un paradis culturel, dans une société miraculeusement préservée (ou préservable) de la déchéance moderne, dans un monde de traditions vivantes et nobles, plein de vigueur et de dynamisme. Alors qu'on sait fort bien que c'est justement le contraire qui existe, et que l'optimisme ne peut être qu'une vaste illusion. Disons-le tout net : nous sommes plutôt dans un incroyable marais d'acculturation, dans une misère culturelle dont nous avons toutes les peines du monde à sortir et dont nous ne sortirons cer-

tainement pas par le « retour aux sources ». Car avons-nous vraiment, comme le suggère le livre blanc, une tradition d'ouverture culturelle ? Ne sommes-nous pas plutôt marqués par au moins un siècle de méfiance et de peur à l'égard de la culture (voir l'article d'André Belleau dans LIBERTÉ 111) ? Duplessis — que le livre blanc, assez significativement, ne nomme pour ainsi dire jamais — Duplessis n'est-il pas au fond la représentation peut-être la plus juste de notre rapport à la culture ? N'est-ce pas qu'à cet égard notre histoire est une épopée de médiocrité et de pusillanimité ? Ce constat est cruel. Mais il est surtout d'une désolation profonde. Et c'est pourquoi il n'est guère de bon ton de clamer notre grandeur.

\* \* \*

Le fond du problème est peut-être le suivant : le livre blanc définit la culture québécoise à partir de ses marges. Marges, en effet, que les (de plus en plus) rares survivances de culture populaire. Marges, également, que les particularismes régionaux, qu'exalte pourtant le livre blanc et qu'il veut mettre à l'honneur. Car il y a, à travers ces pages, parallèlement à l'insidieuse opposition des cultures savante et populaire, une autre opposition-leitmotiv tout aussi pernicieuse : entre Montréal et la province, et, en conséquence (ou au principe), une sorte de méfiance (toute provinciale) à l'endroit de Montréal, qu'on aimerait bien dépeupler (en renvoyant les artistes, comme on a vu, dans leurs villages), qu'on considère trop important (qu'est-ce pourtant à côté d'autres villes ?), à qui on voudrait bien enlever le peu qu'il possède pour le « régionaliser », le « décentraliser », comme on dit, c'est-à-dire le retourner aux villes de province, ces cloaques culturels (la plupart du temps) que le livre blanc présente comme de petites Athènes ignorées et opprimées. Clairement, une telle vision du Québec ne peut émaner d'ailleurs que de la province, qui s'offre ainsi sa propre célébration et se redonne une mission qu'elle a cessé depuis longtemps de remplir. En ce sens, le livre blanc est peut-être la plus monu-

mentale bouderie anti-montréalaise de toute notre littérature\*.

Au total, la politique québécoise du développement culturel risque fort, si l'on n'y veille, d'être une politique de la nostalgie, une (nouvelle) tentative absurde de réanimer ce cadavre depuis longtemps refroidi : la société unanime, la culture populaire, l'Isle-aux-Coudres à la grandeur du territoire. Concluons donc sur un souhait : que nous ne soyons pas envahis, demain matin, par tous les poètes de village, violoneux, turluteux et patenteux qui peuplent toutes les salles paroissiales du Québec, sous la conduite de jeunes animateurs culturels qui ont l'amour du peuple et le mépris de la culture. Et que, de grâce, les gestionnaires de la culture aient le courage de dissoudre leur ligue du vieux poêle au plus tôt et de regarder l'heure ailleurs qu'à leur magnifique horloge grand-père, qui, hélas, ne marche plus.

FRANÇOIS RICARD

---

\* Les photographies qui ornent les deux volumes du livre blanc ne sont pas sans enseignement. Il y a là une rhétorique qu'il faudrait analyser. Quelques indications rapides. Sur dix-huit photos, six illustrent directement la culture traditionnelle : deux maisons authentiques (sans personne autour), un forgeron authentique, un pêcheur authentique (vêtu d'un tricot fait main, portant barbe blanche et casquette prolétarienne et réparant un filet fait main), un ébéniste authentique (fabriquant évidemment une authentique armoire à pointes de diamant) et un mannequin de musée vêtu d'un authentique costume des temps anciens. Quatre illustrent des activités artistiques : une flûtiste, une jeune harpiste (dont on ne sait s'ils jouent de la musique québécoise authentique), un archiviste de cinéma (dont on sait qu'il cultive la culture populaire authentique, puisque les étiquettes des bobines qu'on peut lire ont pour titres : « Le rabot », « Le sciage », « Les chèvres », « La ronde carrée ») et une équipe de tournage (dont on comprend qu'elle s'intéresse au monde ordinaire, puisqu'elle filme l'homme de la rue). Quant à la ville, trois ou quatre photos s'y rapportent tout au plus, et quelles photos : la toute première du livre (p. 15), où l'on voit une foule de passants longeant un mur et des barreaux comme dans une cour de prison ; celle de l'équipe de tournage (p. 227), où la même coupure de l'espace apparaît en arrière-plan ; celle de la page 403, où l'on retrouve les barreaux de la page 15, et celle de la page 61, où l'on aperçoit, près d'une fenêtre grillagée, une jeune mère asiatique et ses deux enfants, le père étant absent. Enfin, que dire du dessin de la couverture : cette main d'adulte offrant à une main d'enfant la culture même, sous les espèces d'une petite fleur de lys qui tient à la fois de l'hostie et de l'obole ?